

L'enseignement est en ébullition

Depuis la débâcle essuyée par notre école grand-ducale dans le cadre de l'étude PISA, le Ministère de l'Éducation Nationale, de la Formation Professionnelle et des Sports ne sait plus où donner de la tête, surtout dans la perspective des prochaines élections. Un vent de panique semble saisir les autorités responsables, et des comités mystérieux réunissent des têtes pensantes pour faire bouger cette institution sclérosée et comateuse qu'est l'école publique.

Le comité des alter-réformistes

Le projet pilote de réforme du cycle inférieur du Lycée Technique est l'un des premiers produits de cette effervescence débridée. Il se propose de réformer l'enseignement des trois premières années du Technique, c'est-à-dire les classes de Septième, Huitième et Neuvième, où les élèves ont entre douze et quinze ans.

Le projet part du constat que nos élèves essuient trop d'échecs au cours de leur scolarité. On y propose certaines mesures inspirées du système scolaire scandinave. De prime abord elles peuvent paraître alléchantes: l'installation d'une forme d'autonomie scolaire, le maintien des élèves dans la même classe et avec les mêmes professeurs, en nombre réduit, pendant trois années consécutives. Le tutorat fonctionne déjà dans certaines écoles, et c'est une innovation remarquable. L'abolition des classes spéciales pour élèves en difficulté (Septième d'adaptation, filière "PO") et la fusion de ces dernières dans les classes du régime technique est de toute manière relativisée par la phrase qui suit cette proposition, précisant que les classes peuvent être formées "selon les critères propres à chaque lycée".

Voilà des préceptes, certes discutables, mais qui paraissent à première vue, sinon consensuels, du moins globalement positifs et acceptables; et pourtant, et pourtant ...

Le coup de couteau dans le dos

Les quelques pages du Ministère, très succinctes, voudraient se présenter comme une base de discussion; mais le texte est à la fois déjà tellement verrouillé et tellement rempli de contradictions internes qu'il rend a priori impossible tout aménagement, tout changement construc-

tif ou transformation notable, et même toute possibilité de réelle discussion. De sorte que la "participation" proposée - bien tardivement- par le Ministère à certaines catégories d'enseignants paraît vouée d'emblée, aussi habilement que radicalement, à une simple fonction d'alibi. D'où, aussi, le sentiment de violence ressenti par tant de professeurs.

Comment en effet expliquer autrement que le MEN ait réussi à solidariser à ce point la quasi totalité du corps enseignant - toutes matières confondues - contre son projet?! Jamais encore, depuis au moins vingt ans, nous n'avions en effet assisté à un tel tollé, à un tel vent de colère, à de telles réactions passionnelles, déclenchées par un projet de réforme de l'enseignement. Le délégué du MEN chargé de la présentation du projet a dû affronter des conférences plénières plus que houleuses.

Il existe indéniablement un problème de communication entre le MEN et les enseignants, qui se redouble probablement au sein même du Ministère. Mais de là à présenter un projet élaboré de manière aussi scabreuse, allant à ce point à contre-courant des acquis les plus récents ... amène certains à soupçonner le Ministère de machiavélisme, jusqu'à se demander si, finalement, pour une raison ou pour une autre, ils ne voudraient pas réellement l'échec de cette réforme proposée par eux-mêmes, afin de pouvoir laisser entendre ensuite que le corps enseignant est trop réactionnaire, pour pouvoir dire que ce sont "nos professeurs" qui ont bloqué les élans "révolutionnaires" du MEN. Car si on propose une réforme, on a besoin de l'ensemble des intervenants pédagogiques, des élèves, des parents, et de toute la communauté scolaire pour la réaliser. Il faut à cet

**Roi Christian VIII:
"Arm und elend
sind wir, wenn
wir auch noch
dumm werden,
können wir
aufhören einen
Staat zu sein."**

effet apporter une motivation à tous ces différents acteurs, et non pas les attaquer sournoisement, en leur donnant le sentiment d'un coup de couteau dans le dos. L'offensive "Bildung" se retourne contre ses propres troupes.

Le mépris de l'élève

Si l'on en examine le contenu en l'état, on s'aperçoit que, dès les premières pages, sont lancées des accusations graves. On y parle de "banalisation de l'échec, massif à tous les niveaux", et les matières les plus touchées sont énumérées: français, allemand et mathématiques. Mais tout cela sous forme de sentences ex nihilo, sans aucun chiffre explicatif, sans aucune statistique, sans comparaison avec nos voisins européens ni prise en compte des spécificités de la situation luxembourgeoise, avec ses particularités économiques et linguistiques. Aucune mention par exemple du taux de réussite au diplôme final par rapport au nombre d'élèves entrés en septième technique, ni de taux d'intégration au marché de l'emploi par rapport aux qualifications atteintes.

Nous aimerions avoir d'abord des éclaircissements quant à la radicalité de la terminologie

employée. Que veut dire "échec": s'agit-il de redoublement? de réorientation vers une autre filière du technique? ou bien faut-il entendre que les élèves échouent massivement dans la misère de la rue, terminant leur existence derrière les barreaux? Le texte dégouline de négativité. Non seulement les enseignants y sont agressés, mais les mesures prises "pour" les élèves risquent fort d'avoir des conséquences catastrophiques sur leur psychisme, et finalement d'aggraver encore la situation d'échec.

Ensuite on est frappé, à côté d'un sentiment général de confusion et du caractère vague de nombreux énoncés, par la multiplicité des incohérences: d'un côté, on y propose d'abolir les classes spéciales, mais de l'autre on instaure un régime à deux vitesses, et cela à l'intérieur d'une même classe, avec les "exigences minimales à maîtriser par élèves" et les "contenus obligatoires que tous les élèves ne doivent pas forcément appréhender" [c'est nous qui soulignons, ndlr].

Imaginez donc un instant un enseignant qui, au beau milieu d'une leçon, interromprait son cours pour dire à toute une partie de la classe: "Maintenant vous, telle et tel, vous pouvez dormir un peu, et je vais continuer avec les élèves intelligents" ... ?!

BioBus®

Le Bio plus frais

livré direct à la maison!

- Livraison à domicile
- Pas de frais de livraison pour les commandes de plus de €20,00
- 100% bio contrôlé par Ecocert
- Livraison dans les 24 heures
- Au Luxembourg, en Wallonie, à Bruxelles et au nord de la Lorraine
- Plus de 2000 produits bio
- Nouvelle liste de viande

Demandez notre nouveau catalogue.

Appelez nous (+352) 268 7111

Fax (+352) 268 71121 Email biobus@biobus.biz

Ou bien essayez notre magasin on-line: www.biobus.biz



Centre culturel in Bonneweg

Freitag, 25. April 2003

18h30 Uhr

Mit Lust statt Frust zum PISA-Erfolg: Wer Theater spielt, ist gut in Mathe

Enja RIEGEL

ehem. Direktorin der Helene-Lange-Schule, Wiesbaden

In allen Disziplinen der PISA-Studie hat sich die Helene-Lange-Schule aus Wiesbaden (D) als Musterschüler hervorgetan. Und das obwohl - oder gerade weil - diese integrierte Gesamtschule mit unkonventionellen Konzepten und Methoden arbeitet.

Die Schüler entscheiden über ihren Stundenplan mit, mindestens vier Stunden pro Woche steht "Offenes Lernen" auf dem Programm, Projekte oder Exkursionen lockern den Unterricht auf. Die Reinigung des Gebäudes in Eigenregie, die Betreuung von alten oder behinderten Menschen, oder das Einstudieren und die Aufführung von Theaterstücken mit professionellen Schauspielern und Regisseuren sind hier Teil des Schulalltags...

Il s'agit ici d'une atteinte à la dignité de l'élève. *Le droit au savoir pour tous est un droit fondateur de la démocratie.* Il ne souffre aucune discrimination d'aucune sorte.

L'élève du technique est un adolescent qui commence sa scolarité en état de frustration. La plupart d'entre eux auraient préféré intégrer le lycée classique. Extrêmement rares sont ceux dont les parents désirent envoyer leurs enfants au lycée technique. Il entame la deuxième moitié de sa scolarité avec un goût amer d'insuffisance et d'exclusion. Il sait déjà, et il l'exprime, qu'il ne fera jamais du latin, et qu'il sera exclu de la "grande culture".

Un collègue germaniste rapporte le cas d'une classe de Neuvième qui avait voulu absolument travailler les ballades de Schiller, parce que l'année précédente, un enseignant maladroit (cela existe) leur avait laissé entendre que de toute manière, cela n'était pas pour eux.

Dans un autre lycée, une expérience d'illustration d'un poème de Goethe avec une Septième d'adaptation, a suscité de l'enthousiasme et même de la gratitude: ces jeunes s'étaient sentis honorés; ils avaient ramené des livres de chez eux tels que "Was ist Was:Literatur" ou "Schülerlexikon". On a même trouvé que la rythmique poétique de Goethe pouvait facilement être scandée en "rap". Résultat: à la fin tout le monde, enseignant inclus, connaissait le poème par cœur!

Ce qui nous amène à considérer le volet social de cette réforme: Tel qu'il est présenté, ce projet, issu d'un gouvernement libéral, affiche en effet plus de préoccupations sociales que l'Armée du Salut elle-même n'oserait en revendiquer: en façade, tout semble fait pour venir en aide à des

élèves en état d'échec extrême, à l'adolescent le plus démuné, à celui qui, à onze ans, émigrerait de la province du Xinjiang pour venir vivre au Grand-Duché. N'y aurait-il donc plus un seul bon élève dans le technique? C'est ignorer le désir, la soif de savoir des adolescents, aspiration qui existe même chez les moins brillants. *Ce projet correspond à un nivellement par le bas*, où les meilleurs s'ennuieront, tandis que les plus faibles seront complètement démotivés, privés autant de respect que de perspectives d'avenir.

Et les a-prioris sous-jacents qu'on devine entre les lignes sont toujours très bien perçus par les élèves; dévalorisants et humiliants, ils pourraient se résumer à "De toute façon vous êtes trop faibles, et plus tard vous allez seulement manier la pelle ou le balai, alors vous n'aurez pas besoin ni de savoir, ni de culture".

Moyennant quoi la cohérence de ce projet destiné à lutter contre l'échec scolaire est pour le moins singulière; qu'on en juge plutôt: pour passer en section Technique Générale (c.-à-d. la seule qui présente des équivalences avec le lycée classique et qui permette ensuite l'accès aux études universitaires), l'élève devra avoir "90% de notes suffisantes sur les trois années, et 75% de notes supérieures à 45 dans chaque matière principale" en cycle inférieur. Il va de soi qu'une sélection aussi drastique ne saurait manquer de réduire effectivement le taux d'échec ... faute de combattants! Mais qu'elle réduira plus encore leurs possibilités de réussite.

(On notera au passage que cette information est contenue dans une note en renvoi, qui contient l'essentiel de l'esprit du projet, à titre de simple exemple, et écrite en caractères minuscules quasiment illisibles! Il faut une bonne loupe pour

espérer saisir les véritables “nouvelles valeurs” du Ministère).

La grille-horaire passée à la tronçonneuse

A l'avant-dernière page tombe le couperet de la guillotine: la grille horaire. Presque toutes les matières y apprennent qu'elles perdent des heures; *les plus touchées sont l'histoire* (nuisible pour un consumérisme de l'éphémère et du zapping permanent), *la musique* (qui comme chacun sait est absolument superflue puisque nos adolescents n'en écoutent jamais), et bien sûr *l'éducation artistique* (dont l'évidente inutilité dans un monde dominé par le pouvoir de l'image ne saurait échapper à la sagacité de notre Ministre).

Il est donc prévu *d'amputer l'éducation artistique de ... 83 % de ses heures sur les trois années !!!* Ne subsisteraient que 48 heures obligatoires en lieu et place de 280 actuellement - réparties sous forme “d'unités-ateliers”, entre les arts ménagers, le savoir-vivre et les premiers secours ...

On voit trop bien ici, sinon le mépris, du moins à quel degré de considération notre ministère place une des seules branches créatives de notre système d'enseignement, faisant fi de tous les acquis de ces trente dernières années. Et au vu de *la discrimination de fait qu'elle induit entre la filière technique et la filière classique* (laquelle continue à bénéficier des mêmes heures d'éducation artistique qu'actuellement), on serait même fondé à se demander si ce mépris se limite à celui de la matière? Il est vrai que le principe de l'égalité des chances ne figure pas précisément en tête du credo ultralibéral ...

Les seules matières épargnées par la tronçonneuse horaire sont: l'éducation religieuse, la formation morale et sociale et les sports (qui gardent l'intégralité de leurs leçons).

Il nous semblait bien que certains régimes politiques d'assez sombre mémoire avaient déjà favorisé l'endoctrinement et les sports dans leurs systèmes éducatifs ...; mais puisque l'histoire est abolie, on a la mémoire qui flanche et on ne se souvient plus très bien de ce qu'il en advint ...

Pourtant, justement, au lycée technique, nous y sommes, dans l'histoire, et jusqu'au cou: les graffiti contenant des croix gammées n'y sont pas rares; nos élèves y portent des rangers aux lacets noirs et rouges, des bagarres entre groupes d'opinions politiques différentes y sont empêchées de justesse ...; et les manifestations contre la guerre de Bush junior n'ont-elles pas suffisamment prouvé l'intérêt que la nouvelle génération porte à l'actualité politique et citoyenne?

Or, la seule matière qui réponde à leurs aspirations en permettant aux jeunes de mieux com-

prendre le monde contemporain, serait destinée à perdre la majeure partie de ses heures, tout en se voyant perversément rebaptisée “*Sciences sociales*”!

Mais l'aspect plus aberrant peut-être de ce projet, au delà-même de sa non-pertinence aux nouveaux défis et enjeux de la modernité et du retour en arrière d'orientation conservatrice qu'il constitue sous des dehors fausement progressistes, réside dans la légitimité de ses décideurs: en fait d'enquêtes, de dialogue, de concertation, de synergies, nous avons affaire en l'occurrence à un minuscule comité mystérieux, ayant œuvré dans une opacité confidentielle, et dont les membres se permettent de tailler de la manière la plus aléatoire et la plus arbitraire qui soit dans les horaires de matières pour lesquelles ils n'ont strictement aucune compétence ni compréhension, et *sans prendre la peine de prendre l'avis des commissions spécialisées* travaillant déjà sur ces sujets?!

Comment donc, et à quel titre, des non-historiens ont-ils pu se permettre d'élaborer une ébauche de “programme d'histoire” sans même consulter un seul membre de la commission nationale des programmes en histoire?!! Comment des non-plasticiens ont-ils pu élaborer une ébauche de “programme artistique” sans avoir la moindre idée de ce qui est transmissible dans un cadre-horaire donné, et sans consulter aucun plasticien?!! ... Et ainsi de suite pour les autres matières démantelées! Comment ce groupe restreint de prétendus “experts” (??) qui en principe devraient pourtant être au moins chacun des pédagogues professionnels, ont-ils pu s'arroger le droit de sabrer dans des domaines aussi spécialisés pour lesquels ils n'ont strictement aucune compétence ni légitimité?!

Quels peuvent être les intérêts et les motivations individuelles des membres de ce petit groupe, retranchés derrière un anonymat surprenant, pour en arriver à un tel travail de sape, à une telle aberration pédagogique et pour leur permettre une telle arrogance, une telle suffisance vis-à-vis de leurs collègues spécialistes, dans ce qui constitue ainsi le côté le plus ubuesque de ce projet, en tout cas le plus humiliant pour l'ensemble du corps professoral? De quelle crédibilité peut-on créditer une réforme se basant sur un manque de sérieux aussi flagrant?

Tout cela pour libérer 9 heures “d'autonomie” et 18 “unités-atelier”. Comment ces derniers pourraient-ils devenir autre chose que du *dilettantisme récréatif*, - cours de dégustation où le professeur serait contraint de recourir à des méthodes démagogiques pour s'assurer la présence des élèves - ce qui est indigne autant de la profession que de nos enfants.

L'école luxembourgeoise reste encore trop une école de l'ère industrielle, qui forme des exécutants, capables de tâches reproductives précises. Mais ce type de main d'œuvre a été remplacé par des robots à partir des années soixante-dix.

Car soyons sérieux: comment imaginer pouvoir transmettre un vrai contenu didactique doublé d'un savoir-faire, et encore plus pouvoir établir un processus d'évaluation des connaissances acquises en ... 16 heures par an??! L'élève ne pourrait évidemment qu'y papillonner d'un "cours" à l'autre, d'un enseignant à l'autre, en parfaite contradiction d'ailleurs avec le principe revendiqué plus haut de "classes stables" et d'"équipes pédagogiques réduites et stables".

L'autonomie muette

Enfin, quant à ce beau mot de "autonomie" sur lequel tout repose, le texte ne dit rien: pas une seule ligne explicative, pas le moindre exemple, mutisme total à ce sujet. Cela représente pourtant la grande innovation du projet, la nouveauté pour laquelle il va falloir former du personnel; or aucune mention n'a été faite, nulle part, du

moindre projet de formation en ce sens, pas plus dans le cadre du SCRIPT qu'ailleurs.

Et de quel genre d'autonomie veut-on? S'agit-il d'une autonomie créative, responsabilisant les élèves, et transformant l'école en lieu de vie actif et démocratique (telles que les expériences menées à l'école Helene Lange de Wiesbaden), ou d'une première étape vers la privatisation, et la suppression à terme de l'enseignement en tant que service public? N'est-on pas en train d'assister à la mise en place des prémices d'un enseignement "autonome" où la nature des contenus d'enseignement dépendrait des ressources en personnel de chaque établissement, avec comme finalité première l'objectif d'économies budgétaires à réaliser sur des compressions de personnels appelés à toujours plus de polyvalence?

Il est certes facile, et de bon ton, de se retrancher derrière les "nécessités du marché" et les "impératifs de la rigueur budgétaire". Que pèse en effet, pour nos décideurs, devant le poids de la dette publique, le fait que les pays qui ont eu les meilleurs résultats dans l'étude PISA soient ceux dont la politique culturelle est la plus conséquente dans l'enseignement et où les matières artistiques, le théâtre, voire la danse, jouent un rôle important, et ce depuis les classes maternelles?

Il reste pourtant d'autres réponses possibles: Au Danemark en 1813, l'État s'est retrouvé en pleine banqueroute après la guerre contre l'Angleterre. Pourtant le gouvernement décida d'augmenter les crédits pour les établissements culturels (bibliothèques, musées, théâtres). Aux protestations du ministre des finances, le roi Christian VIII rétorqua: "Arm und elend sind wir, wenn wir auch noch dumm werden, können wir aufhören einen Staat zu sein."

C'est cette politique culturelle vieille de deux cents ans qui porte ses fruits aujourd'hui. La jeunesse scandinave s'est révélée être la plus apte à faire face aux nouvelles exigences du monde du travail et de la mondialisation. L'école luxembourgeoise reste encore trop une école de l'ère industrielle, qui forme des exécutants, capables de tâches reproductives précises. Mais ce type de main d'œuvre a été remplacé par des robots à partir des années soixante-dix. Et l'ère postindustrielle a besoin de travailleurs "flexibles", capables de grandes facultés d'adaptation, et pour cela leur formation doit les rendre prioritairement imaginatifs, inventifs, et cultivés. (Un récent rapport des Communautés Européennes sur le marché de l'emploi comparé entre les secteurs industriels et culturels, le souligne d'ailleurs explicitement).

Le projet pilote du Ministère de l'Éducation s'engage dans la direction diamétralement opposée: s'il devait être généralisé, les pires travers de notre enseignement luxembourgeois ne pourraient que s'en trouver renforcés.

Beyond Basics

Survival Kits for PISA Kids

Centre culturel de Hesperange
samedi, 26 avril 2003
de 14.00 à 18.30 h

14h15 Introduction par le **Prof. Walo Hutmacher**

15h00 Démarrage des trois Workshops en parallèle

(exposé d'un-e expert-e suivi d'une discussion en groupe)

1) *Echecs, maths et langue(s) de bois (en français) - Classe sociale et langue maternelle - facteurs d'échec scolaire?*

Walo Hutmacher, Sociologue-Consultant, Genève

Au lieu d'atténuer les effets d'inégalité des chances par l'origine sociale ou linguistique, l'école luxembourgeoise les amplifie. Quels modèles et méthodes pour réduire les inégalités et améliorer les chances des tous les élèves indépendamment de leur origine et de leur langue maternelle?

2) *Le plus beau métier du monde (op Lëtzebuergesch) Quel-le-s enseignant-e-s pour quelle école?*

Romain Martin, Psychologue, ISERP, Luxembourg

L'école doit s'adapter aux changements sociétaux et il en va de même pour le rôle des enseignant-e(s). Il paraît aujourd'hui évident que ce rôle ne peut plus se limiter à la seule transmission de connaissances. Mais quels rôles incomberont aux enseignants dans l'école du 21e siècle et comment les former pour les préparer aux rôles multiples qu'ils auront à jouer? Quel doit être le cadre pour que ces rôles puissent être assumés?

3) *Zuckerbrot oder Peitsche? (auf Deutsch) Anders lernen – aber wie?*

Ingrid Kaiser, pädagogische Leiterin, Helene-Lange-Schule, Wiesbaden

Frontalunterricht, reine Wissensvermittlung und Pauken sind out. Doch welche anderen Methoden sind praktisch umsetzbar und Erfolg versprechend? Die Helene-Lange Schule, öffentliche Gesamtschule in Wiesbaden geht andere Wege – mit guten Resultaten. Ein Modell auch für Luxemburg?

17h00 Fin des Workshops et pause

17h15 Rapports des Workshops

17h45 Discussion générale

18h30 Fin

suivie d'un dîner au restaurant Al Sole (by Giorgio)

516 a, rte de Thionville à Alzingen.

(réservation obligatoire)

Pour des raisons d'organisation une inscription préalable au colloque et à un des Workshops est obligatoire! Veuillez nous renvoyer le coupon ci-joint dûment rempli avant le 18 avril 2003 par voie postale, fax ou e-mail à

DÉI GRÉNG - B.P. 454 - L- 2014 Luxembourg

Fax: 46 37 41 - Tél.: 46 37 40 33 - nentringer@chd.lu